



Fortifier la Pologne ? Le projet de bouclier Est

Amélie ZIMA

► Points clés

- L'annonce de la construction par le gouvernement polonais d'un système de fortifications à la frontière orientale, le « bouclier Est » interroge à plus d'un titre.
- La Pologne subit depuis 2021 les effets d'une crise migratoire organisée par le Bélarus et la Russie dans un but déstabilisateur, auquel se rajoute la forte dégradation de l'environnement de sécurité régionale en raison de la guerre en Ukraine.
- La mise en œuvre de ce bouclier témoigne d'un changement de nature dans la gestion de la frontière. Si le précédent gouvernement Droit et Justice (PiS), en construisant une clôture, avait mené un processus de sécurisation, il s'agit désormais d'une militarisation.
- La Pologne s'estime-t-elle insuffisamment protégée par les garanties de sécurité collective, OTAN en tête ? Quels effets sur la gestion de la crise migratoire ? Quelle empreinte sur l'environnement dans des zones classées par l'Unesco ? Enfin, quelle efficacité dissuasive et défensive pour ce type d'ouvrage dont les précédents historiques, comme la ligne Maginot, ne plaident pas pourtant pas en leur faveur ?

Introduction

La question de la déstabilisation de la frontière orientale de la Pologne a été reposée avec acuité fin mai 2024 à la suite de la mort d'un soldat polonais, poignardé par un migrant. Alors que la majorité des individus tentant de franchir la frontière polonaise est détentrice de visas russes, il ne s'agit pas d'une crise migratoire mais d'un trafic d'êtres humains organisé par Minsk et Moscou afin de fragiliser des pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de l'Union européenne (UE) comme la Pologne, les États baltes ou encore la Finlande¹.

À ces opérations hybrides, s'ajoute depuis février 2022 le contexte de la guerre en Ukraine qui a entraîné une forte dégradation de l'environnement de sécurité régionale et dont la conclusion est scrutée avec prudence et vigilance. En effet, tant la Pologne que les États baltes, qui figurent parmi les premiers donateurs d'aide à l'Ukraine, pensent qu'ils pourraient être les prochaines cibles de l'impérialisme russe si jamais Kiev venait à tomber.

La question de la protection de la frontière est donc un enjeu majeur pour le gouvernement de Donald Tusk, au pouvoir depuis décembre 2023. Ce dernier marche sur une ligne de crête entre respect du droit dans le traitement des migrants et nécessité de se protéger et de dissuader toute potentielle attaque. Pour ce faire, le choix des autorités polonaises est d'effectuer des investissements majeurs et structurels dans la défense en dressant une ligne de fortifications tout au long du flanc oriental du pays. Ainsi, il s'agit d'une façon inédite dans l'histoire contemporaine d'envisager la fabrique de la frontière dans un pays qui n'est pas officiellement en guerre et d'un ouvrage qui définira la politique orientale de la Pologne à long terme.

Le bouclier Est : rendre la frontière imperméable

Le renforcement de la frontière orientale de la Pologne figurait dans le programme électoral de la Plateforme civique (*Platforma obywatelska*, PO) pour les élections législatives de l'automne 2023². En effet, l'une des promesses en matière de sécurité était de stopper les flux et de fermer cette route migratoire³.

1. L'opération de déstabilisation a débuté au printemps 2021 en direction principalement de la Pologne et de la Lituanie. Le régime de Loukachenko promettait alors aux migrants venus d'Irak, de Syrie, du Yémen ou encore d'Afghanistan que traverser la frontière serait moins difficile et légale contrairement à la Méditerranée. Au moins une cinquantaine d'exilés ont trouvé la mort dans cette tentative de passage en raison notamment des conditions climatiques très dures de la forêt primaire de Białowieża.

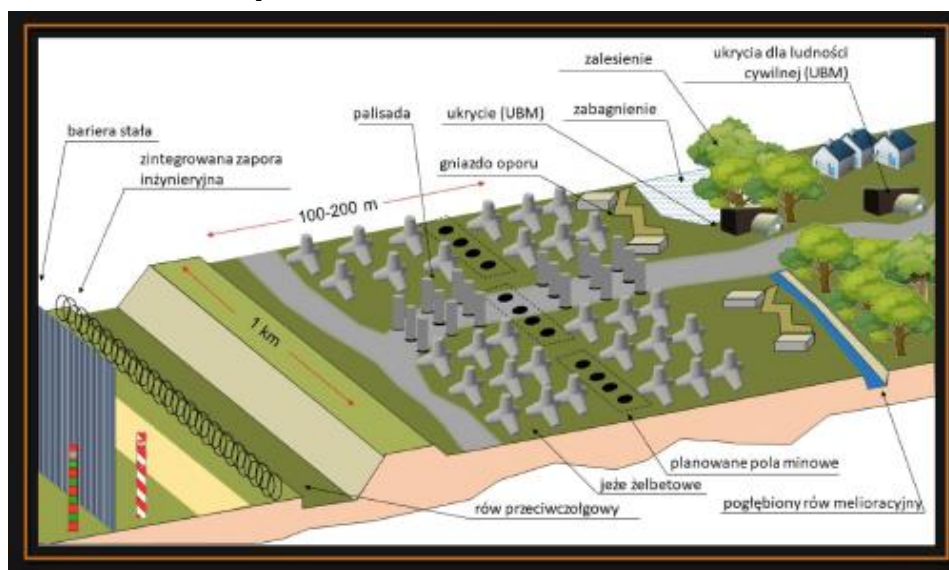
2. La Plateforme civique (libérale, centre-droit), a construit une coalition électorale avec Troisième Voie (Trzecia Droga, agrarien, chrétien-démocrate) et la Gauche (Lewica, social-démocrate). La coalition, qui se distingue par son europhilie, a remporté le scrutin en octobre 2023 et formé un gouvernement en décembre 2023.

3. Programme électoral de la Plateforme civique sur les questions de sécurité : <https://100konkretow.pl>.

Qualifié par le Premier ministre Donald Tusk de « système de fortifications », le Plan national de défense et de dissuasion, dit bouclier Est (*tarcza wschód*)⁴ a été présenté par le ministre de la Défense nationale Władysław Kosiniak-Kamysz, en mai 2024. Il s'agit d'un projet interministériel associant les ministères de la Défense nationale, de l'Intérieur et de l'Administration, des Actifs étatiques, du Climat et de l'Environnement ainsi que des Infrastructures. Si l'ensemble du projet n'a pas été dévoilé en conférence de presse, étant donné que certains aspects sont classifiés, le Plan a été défini comme la plus grande opération de renforcement du flanc Est de l'OTAN puisqu'il s'agit de protéger plus de 500 kilomètres (km) de frontières que la Pologne partage avec l'enclave de Kaliningrad et le Bélarus.

Sa réalisation doit s'étendre sur quatre ans, de 2024 à 2028, et coûter dix milliards de zlotys, soit environ 2,4 milliards d'euros. Cependant le gouvernement polonais souhaite qu'une partie soit financée sur fonds européens car la Pologne étant un pays du flanc, il ne s'agit pas uniquement de protéger la frontière polonaise, mais également celle de l'UE et de l'OTAN⁵. Une coopération doit aussi être instituée avec certains pays européens afin d'en permettre la réalisation. Ainsi le Royaume-Uni⁶ devrait envoyer des ingénieurs militaires⁷.

Représentation du bouclier Est



Source : ministère de la Défense nationale polonais (www.gov.pl).

4. Présentation du projet sur le site du ministère de la Défense polonais : « Tarcza wschód wzmocni bezpieczeństwo Polski i wschodniej flanki NATO » [Le bouclier Est renforcera la sécurité de la Pologne et du flanc oriental de l'OTAN], 27 mai 2024, disponible sur : www.gov.pl.

5. Entretien avec Paweł Bejda, secrétaire d'État au ministère de la Défense nationale : « Bejda: Więcej pieniędzy na polską armię. Brytyjczycy wspą Tarczę Wschód » [Bejda : Plus d'argent pour l'armée polonaise. Les Britanniques soutiendront le bouclier Est], *Defence24*, 6 juin 2024. Dans cet entretien, le secrétaire d'État ajoute que la demande de fonds européens est faite car « personne ne fait de cadeau au sein de l'OTAN, personne ne fait de cadeau au sein de l'UE ».

6. La Pologne et le Royaume-Uni ont signé un accord de coopération de défense en 2017. Voir A. Zima, « When Defence Cooperation Meets Political Uses of the Past: British-Polish Relations in Times of Brexit », *European Review of International Studies*, vol. 7, n° 2, 2020, p. 28-51.

7. Entretien avec Paweł Bejda, *op. cit.*

La protection doit être réalisée par un réseau de capteurs acoustiques, électromagnétiques et visuels complété par une surveillance satellitaire et des systèmes anti-drones. Des travaux d'infrastructures visent à adapter les routes, ponts et berges au déplacement d'engins militaires lourds afin d'empêcher l'avancée des armées ennemies sans contraindre la mobilité des soldats polonais. La défense de la frontière doit également s'appuyer sur la mise en place de fossés antichars, de hérissons, de champs de mines, de puits routiers et une adaptation des fossés de drainage en utilisant au maximum la topographie spécifique des régions frontalières (forêts denses, plaines inondables, marais...). L'ensemble sera complété par des bunkers, des abris pour la population et des lieux de stockage pour entreposer du matériel militaire qui seront tenus secrets. Le dispositif est finalisé par la présence de troupes polonaises issues des gardes-frontières, de l'armée et de la police, qui sont stationnées tout au long de la frontière (il y a actuellement 6 000 soldats le long de la frontière orientale).

Enfin, le projet n'a pas pour objectif d'exclure la population frontalière mais de l'inclure dans les réflexions afin que les modes de vie ne soient pas modifiés par la construction du bouclier.

Une mesure inscrite dans la refonte de la politique de défense et de sécurité

Le projet de bouclier Est n'est pas un retour à la politique mise en place par le PiS (*Prawo i Sprawiedliwość*, Droit et Justice) à la frontière orientale du pays. En effet, le PiS au pouvoir de 2015 à 2023, avait commencé la construction d'une clôture afin de stopper les flux migratoires organisés depuis le Bélarus et la Russie⁸. En cela, cette clôture s'apparentait à d'autres initiatives de sécurisation des frontières telles que la barrière entre le Mexique et les États-Unis voulue le président George W. Bush et poursuivie par Donald Trump.

Le projet du gouvernement Tusk se distingue du précédent en cela qu'il est composé de deux éléments aux finalités différentes : le renforcement de la clôture installée par le PiS et la mise en place d'un système de fortifications militaires⁹. Il s'agit de cette façon d'opérer un découplage entre sécurité et défense, entre questions migratoire et militaire. Cependant, une continuité s'opère entre les deux gouvernements concernant la gestion de la crise migratoire puisqu'aucune coopération avec l'Agence européenne des gardes-frontières et garde-côtes, Frontex, n'a encore été établie. Si le ministre des Affaires

8. Le traitement des migrants par les gardes-frontières polonais avait alors été beaucoup critiqué par les organisations non gouvernementales polonaises mais aussi par l'UE. Le nouveau gouvernement affirme agir en accord avec le droit polonais et international et dans le respect des conditions humanitaires. Le Code pénal polonais doit être modifié afin de clarifier l'usage de la force par les agents en uniforme. Voir : « Wiceminister Tomczyk : Zapora na granicy z Białorusią będzie nie do przejścia » [Vice-ministre Tomczyk : la barrière à la frontière avec le Belarus sera infranchissable], *Gazeta Wyborcza*, 12 mai 2024.

9. *Ibid.*

étrangères Radosław Sikorski a émis l'hypothèse qu'elle puisse intervenir en Pologne étant donné qu'il s'agit de la frontière orientale de l'UE, les pratiques décriées de l'Agence ne plaident pas en sa faveur¹⁰.

La construction du bouclier Est témoigne donc d'une militarisation de la frontière en raison de la forte dégradation de l'environnement de sécurité régional. Si la Pologne a acté depuis plusieurs années que le Bélarus n'est plus un État-tampon entre la zone UE-OTAN et la Russie – évidence devenue criante après le coup d'État d'août 2020 d'Aleksander Loukachenko et l'abandon du statut d'État non nucléaire –, l'invasion totale de l'Ukraine a aussi conduit le gouvernement Tusk à considérer que « la guerre n'est plus un concept du passé¹¹ ».

Le projet de bouclier Est se distingue également de la politique de défense et de sécurité du PiS car l'objectif est de donner la priorité pour tous les contrats à l'industrie de défense polonaise. Cette ligne est cohérente avec les critiques qu'avait adressées la Plateforme civique (PO) à l'encontre du programme d'armement massif du PiS lancé au lendemain de l'invasion de l'Ukraine car celui-ci privilégiait largement les achats sur étagère¹².

Par ailleurs, ce plan n'est pas une mesure isolée du gouvernement Tusk car il va de pair avec d'autres réformes d'ampleur : une refonte des services spéciaux¹³, une nouvelle loi sur la protection et la défense civiles, la rédaction d'une nouvelle stratégie de sécurité nationale – la précédente datant de 2020 –, ainsi qu'un nouveau plan de développement des forces armées pour remplacer celui formulé par le PiS en 2019¹⁴.

L'invasion totale de l'Ukraine a aussi conduit le gouvernement Tusk à considérer que « la guerre n'est plus un concept du passé »

10. Frontex a été accusée de pratiquer les *push-backs* (refoulement des migrants sans leur donner la possibilité de déposer une demande d'asile). L'Agence est aussi sous le coup d'une enquête de l'Office de lutte anti-corruption de l'UE (OLAF).

11. Expression du Premier ministre polonais Donald Tusk dans un entretien à *Gazeta Wyborcza* : « Wojna nie jest już pojęciem przeszłości. Każdy scenariusz jest możliwy » [La guerre n'est plus un concept du passé. Tous les scénarios sont possibles], 29 mars 2024.

12. Pour un aperçu du programme d'armement du PiS, voir l'interview d'Amélie Zima par Alexandre Jubelin : « La Pologne, nouvelle superpuissance militaire », *Le Collimateur*, 23 mai 2023, disponible sur : <https://soundcloud.com>.

13. Les services spéciaux regroupent le département de la sécurité nationale (DBN), le bureau central contre la corruption (CBA), l'agence de sécurité intérieure (ABW), l'agence de renseignements (AW), le service de renseignements militaires (SWW) et le service de contre-espionnage militaire (SKW). Ils sont sous la tutelle du ministre de l'Intérieur et de l'Administration – coordinateur des services spéciaux, Tomasz Siemoniak (ancien ministre de la Défense et vice-Premier ministre de 2011 à 2015). Son rôle est de coordonner leurs activités, fixer les orientations stratégiques et examiner les plaintes relatives aux actions des services spéciaux.

14. Interview du général Mieczysław Bieniek, conseiller du ministre de la Défense nationale : « Tarcza wschód, czyli Polska zaczyna się szykować. Gen. Bieniek o największym projekcie po II wojnie światowej » [Bouclier Est ou comment la Pologne commence à se préparer. Le général Bieniek parle du plus grand projet post-Secondes Guerres mondiales], *Gazeta Wyborza*, 27 mai 2024.

Le ministre de la Défense prévoit aussi la création d'un nouveau cadre juridique adapté à la guerre hybride, « entre la guerre et la paix », permettant la participation des forces armées à des opérations menées sur le territoire polonais et précisant les règles d'emploi de la force dans ce cadre d'engagement spécifique¹⁵.

Enfin, ce projet s'appuie sur une hausse continue du budget de la défense, la Pologne militant d'ailleurs fortement pour que l'ensemble des pays de l'OTAN porte leur contribution à 3 % du produit intérieur brut (PIB). En 2024, Varsovie consacre 4 % du PIB dans la défense et il est prévu qu'en 2025, ce chiffre soit porté à 4,2 % voire 4,5 %¹⁶. Ce dernier chiffre est considéré comme le plafond pouvant être dépensé dans la défense sans porter atteinte à d'autres domaines d'action du gouvernement.

Vers une régionalisation de la défense du flanc Est ?

Le Plan a été présenté plusieurs jours avant son dévoilement public en conférence de presse aux ministres de la Défense du « Groupe nord¹⁷ ». En effet, le projet de bouclier polonais s'inscrit dans une coopération régionale avec les États baltes qui prévoient la construction d'une ligne de défense. Cette ligne, dont les contours ont été dévoilés lors d'une réunion des ministres de la Défense estonien, letton et lituanien en janvier 2024, consiste à construire des fortifications en exploitant pleinement les avantages topographiques locaux tels que les forêts, les lacs et les rivières. L'Estonie, dont le budget de la défense est passé à 2,3 % du PIB, a déclaré vouloir édifier plus de 600 bunkers sur 200 km de frontière. Des barrages et des fossés antichars doivent compléter le système de fortifications ainsi que des dents de dragon, des champs de mines et des barbelés.

L'OTAN ne dispose pas de « plan B », c'est-à-dire de plan au cas où la Russie gagnerait la guerre contre l'Ukraine

Le projet de ligne de défense des États baltes découle de la perception selon laquelle l'OTAN ne dispose pas de « plan B », c'est-à-dire de plan au cas où la Russie gagnerait la guerre contre l'Ukraine et se retournerait contre les pays de l'OTAN, les États baltes en premier¹⁸. Elle découle aussi d'un calcul selon lequel une éventuelle agression russe doit être stoppée le plus rapidement possible afin de ne pas s'enfoncer dans le territoire étant

150 « Między czasem pokoju a czasem wojny. Komandosi i policjanci po misjach trafią na granicę » [Entre temps de paix et temps de guerre. Commandos et policiers sont positionnés à la frontière après des missions extérieures], Agence de presse polonaise, PAP, 11 juin 2024.

16. Interview de Paweł Bejda, *op. cit.*

17. Le Groupe nord, créé en 2010 à l'initiative de la Grande-Bretagne, réunit 12 États d'Europe du Nord : la Grande-Bretagne, la Hollande, l'Allemagne, la Pologne, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie. L'objectif est d'échanger sur les questions de défense et de sécurité et le développement d'initiatives au sein de l'UE et de l'OTAN. Présentation du Groupe sur le site du ministère de la Défense polonais : www.gov.pl.

18. Telle est l'analyse de Kaja Kallas, première ministre estonienne : « Nie mamy planu B. Państwa bałtyckie budują Bałtycką linię obrony » [Nous n'avons pas de plan B. Les États baltes construisent une ligne de défense baltique], Defence24, 4 juin 2024.

donné que l'absence de profondeur stratégique des États baltes ne leur permet pas d'opérer une retraite pour contre-attaquer.

Cette coopération régionale n'est pas isolée. Une autre initiative, le mur de drones, s'opère également dans un cadre régional. Elle associe la Pologne, les trois États baltes ainsi que la Finlande, la Norvège et l'Ukraine. L'objectif n'est pas d'empêcher une attaque militaire car cela est du ressort de la ligne de défense et du bouclier Est, mais de répondre à des enjeux de sécurité intérieure en surveillant des pratiques comme la contrebande ou les flux migratoires. Comme pour les projets militaires, ces États souhaitent obtenir un financement européen étant donné qu'ils sont membres de l'UE, sauf l'Ukraine et qu'ils considèrent que cela ne contribue pas uniquement à leur protection mais aussi à celle de l'UE étant donné que ce sont tous des pays du flanc¹⁹.

Ainsi, la construction du bouclier démontre que le gouvernement polonais applique la doctrine de sécurité nationale qui a toujours spécifié que la première garantie de sécurité doit venir des capacités nationales avant les alliances, OTAN et UE. Cela signifie aussi que pour la Pologne et les États baltes, la dissuasion telle que proposée par l'OTAN, des bataillons multinationaux aux effectifs réduits²⁰, n'est plus considérée comme suffisante. La présence avancée de l'OTAN (*NATO Forward Presence*) met en effet l'accent sur la réactivité avec une gradation et un échelonnement des renforts en cas d'agression russe. Ainsi, le premier niveau est composé des bataillons qui jouent un rôle dissuasif, politique et symbolique ; le second niveau d'intervention, la VJTF (*Very High Readiness Joint Task Force*), consiste en une force de 20 000 hommes pouvant être déployée en deux à trois jours et le troisième niveau, la *NATO Response Force*, compte 40 000 hommes. De plus, si le sommet de Madrid de 2022 prévoyait la possible évolution des bataillons en brigades, cela n'a été opéré dans aucun pays du flanc accueillant des forces de la présence avancée. Au final, le dispositif OTAN ne garantit donc pas les États baltes ou la Pologne qu'une partie de leur territoire ne sera pas occupé en cas d'attaque. Enfin, ces projets démontrent que si l'UE n'est pas un acteur de *hard security*, considérée comme apte à assurer la défense territoriale, elle reste l'organisation vers laquelle les pays se tournent pour des investissements de défense d'envergure en raison de ces capacités de financement.

Si l'UE n'est pas un acteur de *hard security*, elle reste l'organisation vers laquelle les pays se tournent pour des investissements de défense d'envergure

19. « Voisins de la Russie, six pays membres de l'OTAN ont l'intention d'ériger une muraille de drones », Opex360.com, 25 mai 2024.

20. A. Zima, « La présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP) dans les pays Baltes et en Pologne : apports et limites de la dissuasion conventionnelle multilatérale », *Note de l'IRSEM*, n° 131, IRSEM, octobre 2022.

Conclusion : le bouclier Est comme reconstitution historique

Ainsi la construction du bouclier Est témoigne d'un changement de registre avec un glissement des enjeux sécuritaires vers le militaire. Cependant cet ouvrage interroge à plus d'un titre. D'une part, une partie des installations se situera dans la zone de Białowieża, seule forêt primaire d'Europe classée zone Natura 2000 par l'UE et au patrimoine mondial de l'UNESCO. Si l'implication du ministère du Climat et de l'Environnement semble témoigner d'une prise en compte de ces enjeux, l'emprise des infrastructures sur le terrain ne peut laisser indemne les zones protégées. Par ailleurs, la militarisation de la frontière, si elle a pour objectif d'empêcher toute attaque russe, pourrait également rendre plus délicat la gestion de la crise migratoire et l'accès des associations humanitaires au terrain. Surtout, la construction d'une ligne de fortifications questionne les fondements même de la dissuasion qui, pour être efficace, est censée être souple, évolutive et adaptable. Ce caractère fixe et peu modulable conduit certains experts à définir le bouclier comme une version modernisée d'ouvrages anciens tels les lignes Maginot et Siegfried, voire le pré carré de Vauban, autant de réalisations rendues inutiles par des avancées technologiques ou des choix stratégiques les contournant²¹. *A contrario*, des investissements devraient être faits dans la défense anti-aérienne, l'artillerie de longue portée ou de la résilience des infrastructures critiques. Si ces comparaisons historiques sont rejetées par des généraux polonais, dont le chef d'état-major des armées, le général Wiesław Kukula, et qu'il existe un consensus sur la nécessité de se protéger de la Russie, les moyens employés mériteraient cependant d'être questionnés.

21. Cette opinion et ces comparaisons sont notamment établies par Roman Kuźniar, professeur de relations internationales à l'Université de Varsovie, ancien conseiller aux affaires internationales du président Bronisław Komorowski (2010-2015), dans « Roman Kuźniar: Tarcza Wschód jak historyczna rekonstrukcja » [Roman Kuźniar : Le bouclier Est comme reconstitution historique], *Rzeczpospolita*, 27 mai 2024.

Amélie Zima est chercheuse au Centre des études de sécurité de l'Ifri et responsable du programme Sécurité européenne et transatlantique. Docteure en science politique de l'université Paris-Nanterre, sa thèse a porté sur le premier élargissement post-guerre froide de l'OTAN et a reçu le premier prix de thèse de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Ses travaux portent principalement sur l'OTAN et le système politique polonais.

Comment citer cette publication :

Amélie Zima, « Fortifier la Pologne ? Le projet de bouclier Est », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 19 juin 2024.

ISBN : 979-10-373-0880-1

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'autrice.

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : Zone d'exclusion à la frontière polonaise avec la Biélorussie dans la forêt de Bialowieza, 3 juin 2024 © Attila Husejnow/SOPA Images/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

